Plan de Prévention
Des Risques Professionnels
lié à la crise sanitaire du COVID19



porté par le syndicat SUD
dans la cadre d'une reprise des activités en présentiel

Pour des raisons logiques et salutaires, le confinement a été imposé à toutes et tous, brutalement, sans aucune possibilité de le préparer.
On peut dire maintenant, avec regret, que le déconfinement qui s'annonce, même progressif, nous sera aussi imposé brutalement sans préparation.

En fixant la date au 11 mai sans planifier les moyens et l'organisation nécessaire à ce périlleux déconfinement, E. Macron nous met toutes et tous dans une situation confuse, dangereuse et nous fait porter la responsabilité d'un nouveau reconfinement si la situation sanitaire se dégrade.

> **La logique et la responsabilité auraient voulu que la date du déconfinement soit arrêtée une fois que l'ensemble des conditions requises pour garantir la sécurité sanitaire de toutes et tous soit réunies.**

Au Département du Nord, la majorité des agentEs n'a jamais cessé le travail. La question du déconfinement se pose alors essentiellement en terme de reprise de l'activité en présentiel.

L'obligation de protection et de sécurité de l'employeur vis à vis des agentEs de la collectivité doit conduire l'exécutif départemental a abordé la reprise d'activité, dans le cadre de ce déconfinement (par ailleurs souhaitable), **avec prudence en s'assurant que l'ensemble des moyens de protection ainsi qu'une organisation du travail adaptée soient réalisables dans toutes les directions avant sa mise en œuvre**

S'il y a déconfinement dans le Département du Nord à compter du 11 mai, la reprise d'activité ne peut être que progressive, en particulier en présentiel, il est donc nécessaire d'établir un fonctionnement des services adapté à la situation et qui sera nécessairement encore dégradé en ce qui concerne le service rendu.

SUD propose un Plan de Prévention des Risques Professionnels liés à la crise sanitaire actuelle. C'est un plan simplifié qui sert de base minimale et qui devra être enrichi équipe par équipe par l'expertise des agentEs qui, de leur place, sont expertEs de leur pratique.

Les conditions préalables et sine qua non à cette reprise sont pour l'ensemble du personnel départemental et les salariés sous-traitants :

➔**Dotations en EPI et matériel de protection en quantité suffisante**, c'est-à-dire en libre accès et à disposition en fonction des besoins des agents et de la population rencontrée. La fourniture et les livraisons de l'ensemble du matériel de protection doivent être régulières et les stocks dans les services suffisants pour n'entrainer aucune rupture.

➔**Maintien du télétravail sur les missions qui le permettent.** Les agents doivent être tous équipés du matériel professionnel et doivent avoir accès à tous les logiciels nécessaires à leurs missions. En particulier tous les agents en contact téléphonique avec le public doivent être dotés d'un mobile professionnel. L'ensemble des frais induits par cette activité en télétravail doivent être pris en charge par l'employeur.

➔Pour les activités en présentiel dans les services ou les ateliers, **l'effectif présent n'excédera pas la moitié du nombre d'agent habituel.** Le fonctionnement mis en place permettra un roulement alternant présence dans le service et télétravail une journée sur deux. Les horaires seront aménagés pour permettre cette alternance.

➔Il est nécessaire de **permettre aux agentEs qui prennent les transports en commun de décaler leur prise et fin de service pour éviter les périodes d'affluence.**

➔**Maintien sans condition de la possibilité d'être en ASA pour touTEs les agentEs qui ne peuvent pas travailler à distance et se rendre sur site** (agent dont le service reste fermé, parent d'enfant ne pouvant être re scolarisé ou accueilli en crèche, personne vulnérable)

➔Si dans un service un cas d'infection se confirme ou est suspecté, **l'ensemble des collègues du service doivent être testés avant de décider de maintenir le service ouvert ou pas**

Je travaille dans un bureau ou dans un atelier …

➔Occupation des bureaux/ateliers en tenant compte de la superficie, de la distanciation sociale indispensable et des espaces de circulation.

➔Mise à disposition à l'entrée du service de gel hydroalcoolique pour un nettoyage impératif des mains.

➔Port du masque obligatoire

➔Savon et serviettes papiers en quantité dans les toilettes et gel hydroalcoolique en accès libre

➔Nettoyage et désinfection des parties communes (rampes d'escalier, digicodes, poignées de porte, boutons d'ascenseur, interrupteurs, sanitaires) deux fois par jour et dans tous les cas avant l'arrivée du personnel et à mi-journée par les agentEs d'entretien.

➔Désinfection des outils commun et partagés après chaque usage par les utilisateurs (photocopieurs, imprimantes, claviers ordinateurs, téléphones) à l'aide de lingettes désinfectantes

➔Portes entre bureaux maintenues ouvertes pour limiter l'usage des poignées.

➔Pour la réception de colis, courriers, fournitures extérieures, utilisation obligatoire de gants à usage unique

➔Arrêt systématique des climatisations et des chauffages à air propulsé

➔Utilisation du « coin cuisine » uniquement pour réchauffer son repas et permettre l'accès à l'eau potable. Désinfection du micro-onde après chaque utilisation par les utilisateurs… et le cas échéant, repas pris sur le poste de travail.

Je travaille sur un chantier (voirie, archéologie…)

➔Priorisation aux chantiers dont l'organisation permet le respect strict des gestes barrières et la sécurité des agentEs. Tous les chantiers ne pouvant respecter ces 2 impératifs doivent être suspendus.

➔Pour le transport, pas plus de 2 agentEs par véhicule et installation en « croix »

➔Désinfection des outils et véhicules après chaque utilisation

➔Port de la visière obligatoire, plus supportable pour le travail physique. Le masque peut être utilisé en complément.

➔Renforcement du nettoyage des vestiaires et douches par le personnel d'entretien et accès régulé permettant le respect des gestes barrières.

➔Nettoyage des douches après chaque passage avec du matériel adapté (pulvérisateurs de véricides) par les utilisateurs. L'organisation du travail doit prendre en compte que ces temps de douches et d'accès aux vestiaires seront allongés.

J'exerce mes missions en contact avec la population

Un test de dépistage doit être systématiquement effectué pour l'ensemble de agents départementaux en contact avec le public tous les 15jours.

J'accueille le public dans un service « général » :

➔**Port obligatoire du masque par le public**. Une mise à disposition de masques chirurgicaux à l'entrée est prévue obligatoirement pour les personnes qui en sont dépourvues

➔Lavage des mains au gel hydroalcoolique par le public à son entrée dans le service

➔Mise en place de plaques de plexiglass provisoires sur la console/borne d'accueil durant tout le temps de la crise sanitaire

➔Marquages au sol indiquant la distanciation sociale devant la borne d'accueil.

➔Mise à disposition de gants pour le personnel garantissant leur sécurité en cas d'échanges de documents

➔Disposition des salles d'attente respectant la distanciation sociale (retrait d'une chaise sur deux)

➔Suspension de l'utilisation des fontaines à eau

J'accueille et j'accompagne les populations en UTPAS, SPS, PEF/SAF, CRIP…:

Réouverture des services sociaux et médico-sociaux au public uniquement sur rendez-vous.
La priorisation de l'accueil et de l'accompagnement est évaluée par le travailleur social ou médico-social en fonction de la connaissance de la situation

➔**Port obligatoire du masque par le public**. Une mise à disposition de masques chirurgicaux à l'entrée est prévue obligatoirement pour les personnes qui en sont dépourvues

➔Lavage des mains au gel hydroalcoolique par le public à son entrée dans le service

➔Mise en place de plaques de plexiglass provisoires sur la console/borne d'accueil durant tout le temps de la crise sanitaire

➔Marquages au sol indiquant la distanciation sociale devant la borne d'accueil.

➔Mise à disposition de gants pour le personnel garantissant leur sécurité en cas d'échanges de documents

➔Disposition des salles d'attente respectant la distanciation sociale (retrait d'une chaise sur deux)

➔Suspension de l'utilisation des fontaines à eau

Entretiens sociaux et médico-sociaux :

➔Utilisation d'un maximum de bureaux pour permettre l'accueil du public et le temps nécessaire entre chaque entretien pour le nettoyage (table, chaises, poignées de portes, interrupteurs, etc.) par les agentEs d'entretien.
➔Les salles prévues à cet effet ne doivent pas être aveugles. L'ouverture des fenêtres doit permettre une aération de la pièce après chaque entretien.
➔Port de gants à usage unique
➔Disposition du bureau permettant la distanciation sociale
➔A l'issue de chaque entretien, le TS/TMS accompagne la personne jusqu'à la sortie du bâtiment.

Consultations médicales et médico-psycho-sociales (SPS, PMI, médecine préventive)

Il est illusoire d'imaginer que la réouverture des consultations et des bilans puisse consister à « rattraper » des activités non effectuées durant la période de confinement.
Pour l'ensemble des bilans et consultations infantiles remis en place, il doit être tenu compte de l'absence de lien entre les professionnelLEs et les familles, et surtout les enfants, et donc de consacrer un temps plus long à l'entretien/consultation.

➔**Les médecins, puéricultrices, sage-femme, infirmières sont muniEs impérativement de :**
Surblouses - Charlottes - Masques FFP2 - Gants - Surchaussures
➔**L'ensemble des outils utilisés durant la consultation doivent être désinfectés après chaque patient.**
➔Pour les psychologues PMI et enfance, tous les outils supports aux entretiens (jouets, livres, crayons, etc.) doivent être désinfectés entre 2 consultations.
➔UnE agentE d'entretien est affectéE aux salles de consultations pour procéder à la désinfection immédiate. Comme pour tout travail physique, cetTE agentE est dotée, en plus de ses EPI, de gants et d'une visière.

Pour prendre en compte l'ensemble de ces impératifs, et par demi-journées, le nombre d'enfants vus en consultations infantiles ne peut être supérieur à 5 et pour les différents bilans supérieurs à 2

Les permanences et consultations sur les secteurs :

Les permanences sociales et les consultations de secteur doivent être suspendues au cas par cas si le Département n'est pas en mesure de garantir les conditions sanitaires impératives en ce qui concerne le nettoyage et la désinfection.

Les visites à domicile

➔**Elles sont réalisées après évaluation pluridisciplinaire le cas échéant et demeurent subsidiaires à toutes autres interventions possibles** (téléphone, rdv dans le service, réorientation).

➔**Elles sont réalisées avec les protections nécessaires et indispensables** : masques, gants portés par le/la professionnelLEs et emmenées pour fournir aux personnes rencontrées à domicile.

Rencontres parents-enfants (droit de visites)

Le contexte sanitaire ne permet pas la reprise des droits d'hébergements pour les parents des enfants confiés à l'ASE. Il est impératif que la question soit évoquée avec les Juges pour Enfants.

En contrepartie, **des droits de visites dans les LRPE et les UTPAS doivent être rétablis, et au cas par cas élargis.**

Parce qu'il sera très compliqué de faire respecter la distanciation sociale stricte entre parents et enfants qui ne se seront pas vus depuis plusieurs semaines, **chaque rencontre doit être préparée entre professionnelLEs pour évaluer la capacité de chaque parent et enfant à participer à une visite dans ce contexte.** Il est impératif que les contraintes soient expliquées de manière adaptée au préalable de la visite.

Elles doivent être accompagnées en binôme avec le référent et en particulier pour les jeunes enfants par le/la psychologue PMI ou enfance. CeTTE professionnelLE pourra aider à contenir la frustration indissociable du contexte particulier que nous vivons et aider l'enfant et ses parents à donner du sens et de l'intensité à cette relation avec des contacts physiques limités et contraints.

Dans le contexte de reprise d'activité avec une absence d'accompagnement prolongée, **il est logique que les missions des référents enfance soient principalement orientées sur la remise en lien entre les parents et les enfants. La participation à la mise en œuvre de ces droits de visites pourrait devenir durant cette période de transition l'activité principale des TS enfance.**

Sur le plan organisationnel :

➔Il est impératif qu'une prise de température à distance soit effectuée sur chaque participantE à la rencontre parents-enfants.
➔Le porte du masque est obligatoire pour touTEs et des masques « taille enfant » doivent être disponibles et leur utilisation expliquée.
➔Comme pour les consultations, tout le matériel support utilisé doit être désinfecté après chaque temps de visite.

Je suis assfam

➔**Dotation pour l'ensemble des assfam de masques en quantité suffisante.**
➔Dotation de masque de « taille enfant » pour les enfants en bas âge.
➔**L'ensemble des enfants confiés et assfam doit être testé tous les 15 jours.**
➔Reprise de manière sécurisée des visites parents-enfants en LRPE et UTPAS (voir ci-dessus)
➔Dans le cas des situations où il y aura conflit entre la volonté des parents de rescolariser les enfants et l'assistante familiale, qui pour des raisons de sécurité sanitaire, pourrait y être opposée, en l'absence d'arbitrage contraire du Juge des Enfants et compte tenu que l'intérêt supérieur de l'enfant consiste à préserver la continuité de son accueil et la qualité du lien d'attachement, **c'est la position de la famille d'accueil qui doit être soutenue par le Département.**

Les collèges

Les quelques projections d'organisation évoquées dans les collèges sont des pis-aller pour tenter de répondre à l'injonction de réouverture.
Nos échanges avec les différentes équipes en collège confirment **l'impossibilité d'une reprise de la scolarité, même partielle, qui garantisse à la fois la sécurité sanitaire des élèves et celle des agentEs territoriaLESaux concernéEs**.

Par conséquent, le Département, pour respecter son obligation de protection, doit prendre la décision de ne pas exposer le personnel départemental. Le personnel départemental ne doit pas être renvoyé dans les collèges.
Sur la base du volontariat et compte tenu des besoins d'entretien importants dans les services sociaux, les agentEs d'entretien polyvalentEs pourraient être mis à disposition des UTPAS proches de leur domicile pour venir renforcer les effectifs présents.
de colis, courriers, fournitures extérieures, utilisation obligatoire de gants à usage unique.

Les musées

Le gouvernement semble avoir envisagé à compter du 11 mai la réouverture des « petits musées ». **Le Département doit donc déterminer quels musées sont concernés, et si une décision de réouverture au public est prise :**

➔Les agents doivent être dotés de l'ensemble des protections ad-hoc
➔La fréquentation régulée
➔Le port de masques et le nettoyage des mains au gel hydroalcoolique effectué impérativement à l'entrée des visiteurs (matériels à disposition à l'entrée)
➔L'aménagement des espaces de circulation effectué
➔Les visites de groupes supprimées

★★★

Outre les protections dont doit disposer chaque agentE -protections adaptées à ses missions et aux risques encourus-, les activités de nettoyage et désinfection des locaux sont largement prioritaires à la sécurisation du personnel départemental et des populations accueillies. **Les effectifs du personnel d'entretien doivent tenir compte de cet impératif et doivent être largement renforcées partout**.

Par ailleurs il est à noter que cette reprise d'activité dans des conditions très particulières se fera dans de nombreux services déjà en souffrance avant la crise. **Il est incontestable que la charge et les conditions de travail ne pourront que s'alourdir et se dégrader encore durant la période actuelle.**

Par conséquent, **il est nécessaire de tirer des leçons de cette crise** et comme le gouvernement le fera de toute évidence pour l'hôpital, **il est incontournable que le Conseil Départemental redonne à notre service public tous les moyens pour réaliser ses missions redevenues dignes, respectueuses et satisfaisantes pour la population.**

Dans tous les cas, outre le Plan de Prévention qui doit être effectué pour garantir la protection et la sécurité du personnel contre les risques encourus durant cette période de pandémie, **le DUERP** (Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels) **devra être rapidement complété par les risques épidémiques.**